



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté-Egalité-Fraternité

DÉPARTEMENT DE VAUCLUSE
MAIRIE
DE

VILLARS

ARRÊTÉ MUNICIPAL DE CIRCULATION ALTERNÉE
N° AR-2025-0069

Le Maire de la commune de VILLARS,

Vu Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2213-2 et suivants,

Vu Le code de la route et notamment ses articles R411-1 à R411-9 et R 411-25 à R 411-28,

Vu L'arrêté interministériel du 24 Novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière et les textes d'application,

Vu La Loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 modifiée,

Vu La loi n°83-3 du 7 Janvier 1983 modifiée,

Vu La demande formulée par les sociétés AXIONE, MSE sous-traitant, SABIL sous-traitant, MC TELECOM sous-traitant susceptibles d'intervenir domicilier au Pontet (84), représentée par Madame MAS Amandine, en vue d'exploitation du réseau de fibre optique : astreinte et SAV, chantier mobile. Date prévue pour le commencement des travaux le 28 décembre 2025 pour une durée de 365 Jours calendaires.

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation sur toutes les voies communales et chemins ruraux de la commune en raison de ces travaux.

ARRÊTE

Article 1 : Les Sociétés AXIONE, MSE sous-traitant, SABIL sous-traitant, MC TELECOM sous-traitant est autorisées à effectuer les travaux décrits ci-dessus à partir du 28 décembre 2025 et pour une durée de 365 jours calendaires sur toutes les voies communales et chemins ruraux de la commune.

Article 2 : Le pétitionnaire est chargé de la mise en place des panneaux réglementaires.

Article 3 : La circulation des véhicules se fera par circulation alternée et réglementée par des feux tricolores et manuellement. Après travaux la chaussée sera remise en état.

Article 4 : À l'ouverture du chantier le pétitionnaire devra être en possession des réponses aux DICT sollicitées préalablement auprès des différents concessionnaires de réseaux. Dans le cas contraire les travaux devront être reportés à une date ultérieure.

Article 5 : La commune décline toute responsabilité en cas d'accident. Les droits des tiers sont réservés.

Article 6 : Le présent arrêté sera affiché dans la commune et à chaque extrémité du chantier.

Article 7 : La Secrétaire de Mairie, Monsieur le Chef de Brigade de la Gendarmerie, Monsieur le Maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Chef de Brigade de la Gendarmerie d'APT, et notifié à l'intéressé.

Fait à Villars, le 22 décembre 2025

Le Maire
Sylvie PEREIRA



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de la notification de cette décision. Le recours doit être introduit auprès du tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication, en vertu de l'article R 421-5 du Code de la justice Administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.